Nous sommes déterminés !

Communiqué • 25 septembre 2025

Madame la Présidente, nous, les personnels, sommes inquiets, inquiets du coup de semonce tiré par la cour des comptes.
Vous avez reçu les organisations syndicales ce mercredi 24 septembre et vous nous dites : *« ce n'est pas un mauvais rapport. »*

Nous répondons non car nous le répétons, en filigrane, il porte les germes d'un plan social à venir.
Pour seule réponse, vous affirmez que vous ne porterez pas un tel projet funeste sur les emplois.

Mais comment faire confiance à une gouvernance qui change d'avis chaque semaine et dit seulement candidement : *« la vie continue. »*

Non Madame, la mobilisation commence !

Les 8800 salariés de France Télévisions ne seront pas les victimes de l'incurie gestionnaire.

Nous sommes déterminés.

De notre lettre ouverte aux parlementaires à notre action au quotidien, **FO** France.tv est en première ligne.
Contre la gabegie, contre la volonté de faire porter le chapeau au personnel.

Certaines directions du siège ont déjà payé le plus lourd tribut à la transformation.

Vous ne voulez pas « porter » un plan social dites-vous ? Il est en place depuis dix ans déjà.

Les 3700 salariés du siège *« ont connu les réductions les plus fortes d'effectifs sur la période : - 29,6 % pour la direction des moyens et des antennes, - 27,9 % pour la direction de l'immobilier et des moyens généraux, ou - 26,1 % pour la production ».* C'est écrit dans le rapport noir sur blanc.

Une transformation de l'entreprise qui sous couvert d'économie, l'a vidée de sa substance, de sa créativité, de ses compétences, de son expertise et même disons-le, des valeurs de l'audiovisuel public.

Notre accord collectif trop coûteux ?

Pourquoi ne l'avez-vous pas dénoncé dès votre arrivée en 2015.
Pourquoi vous et vos directeurs et directrices l'avez-vous conforté par trente avenants ?

Judicieusement aidée dans votre dénonciation par la parution organisée du rapport de la cour des comptes (il était prêt depuis le 10 juillet), vous allez jouer le chantage ?
« Acceptez un moins disant conventionnel ou…»

Stop aux externalisations

Nous fabriquons de moins en moins de la télévision au profit d'externalisations coûteuses dénoncées par la cour des comptes.

Aussi nous vous répondons : *« épongez le déficit (80 millions) en diminuant les marges des copains du privé »* (-20% sur les factures des émissions C dans la Poche, C pour moi, C toi mon pote, Affaire conclue mon ami, N'oubliez pas la monnaie)

Non au plan social !

Non, nous les personnels, les sans-grades, sans voiture de fonction comme vos nantis, vos donneurs de leçons, directeurs de l'info ou les directeurs financiers, ne payeront pas l'addition.

Nous ne nous laisserons pas remplacer par des externalisations qui pèsent pour les seuls programmes de flux 450 millions d'euros par an offerts à des producteurs privés que nous ne pouvons même pas contrôler.
Ces mêmes externalisations qui ont aussi pour résultat de dévaloriser notre propre travail, nos compétences et expertises qui ne sont plus exploitées.

Tout a été préparé pour justifier de « tailler dans le vif » des salariés.

Les abus, de frais de réception, de cumuls d'emploi entre France Télévisions et l'extérieur, tolérés à la tête du client mais qui sont là aussi dénoncés par les magistrats de la cour et nous font passer aux yeux du grand public pour des profiteurs.

Les réformes que vous annoncez aujourd'hui vouloir lancer sans jamais les avoir mis en œuvre auparavant.

Enfin, il y a la politisation du débat que nous refusons fermement.

Et puis, car nous devons le rappeler, en rajoutant une posture partisane à France Télévisions *« la fachosphère de LR au RN voudrait nous vendre à Bolloré »* dites-vous, en nous rangeant dans un camp ou un autre sans rester en dehors du jeu des partis, vous oubliez que le service public doit faire nation, hors là, c'est la France que vous abimez.

C'est une veillée d'arme qui s'ouvre, veillée d'arme avant la grande bataille pour notre survie.

Nous sommes armés, nous allons nous mobiliser !